

# **Les difficultés de la mise en pratique de la loi climat**

## Rénovation énergétique : le casse-tête de la mise en pratique

- Le nombre d'entreprises ayant la mention Reconnu Garant de l'Environnement (RGE) a diminué l'an dernier.
- Or cette qualification conditionne l'accès aux aides pour les travaux de rénovation thermique.
- Les organisations professionnelles du bâtiment critiquent sa lourdeur administrative.

### BÂTIMENT

Christophe Palierse  
@cpalierse

Alors que le gouvernement a fait de la disparition des « passeurs thermiques » l'une de ses priorités, la mention RGE – pour « Reconnu Garant de l'Environnement » – pourrait être le grain de sable responsable d'une partie du ralentissement des chantiers. La question est centrale : pour s'assurer que les travaux soient réalisés selon les normes, les gouvernements successifs ont conditionné l'accès aux aides publiques dédiées au financement des travaux de rénovation thermique – MaPrimRénov', éco-prêt à taux zéro, chèque énergie – au recours à une entreprise qualifiée. L'idée est de s'assurer que les artisans ou les responsables des entreprises du bâtiment disposent des connaissances nécessaires et aient suivi une formation. Problème : le socle d'acteurs concernés se réduit.

Selon l'Ademe, le nombre d'entreprises RGE s'élevait à 63.000 au 31 décembre 2022, contre 65.013 un an auparavant. Qu'il soit le principal organisme qualifiant et certificateur du bâtiment, paraît subir tout particulièrement cette tendance avec un nombre d'entreprises qualifiées RGE de 45.000 à la fin 2022, soit une diminution de 3.000 sur un an.

#### Potentiel

« Le constat sur le RGE n'est pas satisfaisant », s'exclame le président de la Confédération des artisans du bâtiment (Capeb), Jean-Christophe Repon, avant de déplorer l'absence de valorisation du potentiel de sa profession : « On a 560.000 entreprises artisanales du bâtiment et seulement 63.000 entreprises RGE. On ne peut pas s'en satisfaire. Il faut qu'il y en ait plus. » La baisse n'est pas significative à ce stade. Leur nombre est stable depuis cinq ans, autour de 64.000, nuance toutefois le res-

ponsable RGE au service Bâtiment de l'Ademe, Jean-Luc Artaud. Dans la réalité, la démarche de certification est très dépendante de l'orientation des aides publiques. « L'essentiel du marché lié aux aides tient à cinq opérations : l'installation de pompes à chaleur, de chaudières biomasse, l'isolation des combles, des murs, et, dans une moindre mesure, des planchers bas. Quel est l'intérêt aujourd'hui d'un poseur de fenêtres d'être RGE quand l'aide publique est au plus de 100 euros ? » souligne, de son côté, Arthur Bernagaud, directeur du résidentiel individuel d'Hellio, société de conseil et d'accompagnement dans le domaine des économies d'énergie.

### Les artisans évoquent un durcissement des contrôles afin de lutter contre la fraude.

Qualifiée, l'organisme de qualification indépendant des entreprises du génie électrique, numérique et énergétique, a vu son activité s'envelopper depuis deux ans avec un bond de 93 % du nombre de celles détenant la mention RGE, soit un total de 1.628 à la fin 2022, 70 % d'entre elles sont positionnées sur les catégories de travaux « radiateurs électriques, dont régulation » et « ventilation mécanique », précise Qualifiée.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a fixé courant novembre un objectif de 250.000 entreprises qualifiées RGE d'ici à 2028 afin d'éviter que des chantiers potentiels ne soient bloqués par l'absence d'entreprises. « On est dans le marketing », commente un professionnel du bâtiment.

Du côté des professionnels, Capeb ou Fédération professionnelle du Bâtiment, on plaide pour une simplification du dispositif. « On attend depuis plus d'un an. Nous avons travaillé sur un rapport avec la direction interministérielle de



Selon l'Ademe, le nombre d'entreprises ayant la mention « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE) s'élevait à 63.000 au 31 décembre 2022, contre 65.013 un an auparavant. Photo François Henry/REA

la Transformation publique qui l'a ensuite remis à Emmanuelle Wargon, alors ministre déléguée chargée du Logement », rappelle Jean-Christophe Repon. « Certaines entreprises quittent le marché de la rénovation parce que c'est compliqué », observe la FFB.

#### Sujet sensible

Aussi, les retards de paiement qui affectent des entreprises mandataires gérant les dossiers de MaPrimRénov' pour le compte de leurs clients. « Nombre de professionnels se sont engagés et se rendent compte que la gestion de dossiers n'est pas leur métier », constate Arthur Bernagaud d'Hellio.

La confédération des artisans plaide pour la généralisation du

« RGE chantier », expérimenté jusqu'en fin 2023 dans le cadre du plan France Relance. Cette formule permet à une entreprise ou un artisan justifiant d'au moins deux ans d'activité d'effectuer des travaux de rénovation énergétique ou d'installation d'équipements éligibles aux aides de l'État sans pour autant détenir la mention RGE.

Simplifier jusqu'où ? Les artisans évoquent un durcissement des contrôles afin de lutter contre la fraude. « Attention, plus on simplifie, plus on ouvre la porte aux écoblanchiments », souligne-t-on à la FFB. « Il faut travailler le RGE. Il est trop complexe sur un plan administratif, mais reste trop facile à contourner pour un fraudeur », résume Arthur Bernagaud d'Hellio. ■

## Les chantiers souffrent de pénurie de main-d'œuvre

Le manque de personnel perdure dans le bâtiment alors que le secteur a encore créé 15.000 emplois l'an dernier.

C'est le genre de « détail » qui peut peser lourd dans la balance. À l'heure où tout le monde appelle à l'accélération de la rénovation énergétique des bâtiments, le manque de ressources humaines perdure sur les chantiers.

Le secteur, qui bénéficie d'une activité porteuse jusqu'à présent – les professionnels redoutent un retournement courant 2023 –, recrute massivement pour épauler le million de salariés déjà présents dans la filière. L'an dernier, la balance des emplois était positive de 15.000 postes équivalant temps plein selon la Fédération française du bâtiment (FFB). Mais cette dernière anticipait un solde de 24.000 créations d'emplois. Un résultat moindre qui s'explique principalement par les difficultés de recrutement.

#### Ouverture d'écoles

Les acteurs multiplient pourtant les projets de formation. Le groupe Saint-Gobain a lancé ces derniers mois trois écoles adossées à des centres de formation des apprentis : une pour les professionnels de la couverture, une autre pour la maçonnerie et une troisième dédiée au génie climatique. L'objectif est de former 3.000 personnes d'ici à 2026. Selon la FFB, le besoin de postes dans les quatre ans à venir est estimé à 100.000 dans le bâtiment « si la demande en travaux de rénovation énergétique demeure aussi importante ».

Cela étant, si le secteur recrute de jeunes, son attractivité reste à améliorer. Accrus, un spécialiste

de l'écorénovation, commence par exemple à tester la semaine de quatre jours pour les équipes de terrain de son agence de Nantes. « C'est la revanche des techniciens ! Ils n'ont pas eu les 35 heures [la durée légale du travail effectif des ouvriers du bâtiment est de 39 heures par semaine, avec 4 heures majorées, NDLR], ni le télétravail, résume son président-fondateur, Philippe Benquet. Si cela marche, on généralisera l'expérimentation avant une mise en œuvre effective. »

Dans ce contexte de tensions sur les embauches, la création d'une filière d'immigration professionnelle est un sujet sensible. Tout en ayant pris acte du projet de titre de séjour « métier en tension », la FFB entend être vigilante quant à ses modalités.

#### Problème d'attractivité

Le manque de ressources humaines est également tangible dans les métiers connexes. « Il y a un problème d'attractivité des métiers techniques. On manque de candidats », déplore le directeur général du pôle construction & immobilier France de Scotec, Franck Pettes-Sorgue. Afin de répondre à ses besoins en techniciens, la société de contrôle technique a déjà mis en place un centre de formation d'apprentis.

Enfin, le manque de main-d'œuvre est aussi constaté chez les fabricants de matériel. « On n'arrive pas à répondre à la demande », indique la directrice formation clients du groupe de produits et de services de confort thermique Atlantic, Béatrice Deslier. « Nous avons un déficit d'image. Nous allons dans les lycées, les CFA. Nous avons de bons métiers mais ils ne sont pas connus », constate-t-elle. — C.P.

## MaPrimRénov' a contribué à financer 670.000 rénovations en 2022

Créée en 2020, MaPrimRénov' a déclenché de nombreux travaux énergétiques dans les logements en trois ans. Mais les rénovations globales restent très insuffisantes.

Anne Feitz  
@afeitz

Si MaPrimRénov' a permis d'enclencher de nombreuses rénovations énergétiques, il s'agit maintenant de rendre le système plus efficace – la France compte encore 5,2 millions de résidences principales considérées comme des « passoires thermiques ». « Nous avons réussi la massification de l'aide, il faut désormais monter en puissance sur les rénovations les plus performantes et sur l'accompagnement des ménages », reconnaît-on au ministère du Logement.

En trois ans, ce dispositif d'aide publique aux rénovations énergétiques a été adopté par un nombre croissant de Français. En 2022, il a ainsi contribué à financer la rénovation de 670.000 logements, pour un

montant distribué de 3,1 milliards d'euros (ayant généré un total de 8,9 milliards d'euros de travaux).

Une hausse spectaculaire depuis 2020, sa première année d'existence, où à peine 140.000 logements en avaient bénéficié pour 570 millions d'euros distribués. « Le dispositif s'est ouvert à tous en 2021, il bénéficie désormais à l'ensemble des propriétaires, avec un effort accentué sur ceux qui en ont le plus besoin et sur les travaux les plus vertueux pour la planète », explique-t-on à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'établissement public chargé de gérer les aides publiques à la rénovation des logements.

Les aides restent toutefois largement concentrées sur les propriétaires de maisons, et sur les travaux partiels (les « mono-gestes »). MaPrimRénov' n'a ainsi contribué à rénover que 26.000 logements en copropriétés l'an dernier. « C'est une progression par rapport à 2021, où le nombre de rénovations de copropriétés était de 12.000. Et nous anticipons qu'il atteindra 40.000 cette année. L'enveloppe sera accrue de 45 % cette année, à 455 millions d'euros.

Par ailleurs l'essentiel des aides a financé des travaux simples (changement de chaudière, isolation). « Le montant moyen des aides correspondantes a toutefois augmenté, de 2.200 à 3.850 euros, en raison de l'inflation mais aussi parce que les gestes financés ont été plus vertueux », explique le porte-parole.

#### Accompagnement

Mais les rénovations globales, les seules à être réellement efficaces, n'ont concerné que 66.000 logements, soit moins de 10 % du total (pour un montant moyen de 15.500 euros). Or l'insuffisance du développement durable et des relations internationales (ddri) et l'Ademe estiment que leur nombre devrait atteindre entre 400.000 et 700.000 pour réellement contribuer à la baisse des émissions tricolores.

Le budget qui leur sera consacré cette année sera lui aussi en hausse sensible (+21 % à 600 millions d'euros). Fin 2022, le gouvernement a en outre revalorisé les aides correspondantes et lancé un prêt à taux zéro pour financer le reste à charge. « Le sujet n'est toutefois pas que

financier : il s'agit aussi d'aider les ménages sur la conception des travaux, le suivi des projets... », explique-t-on au ministère du Logement. Mis en place il y a un an, le guichet unique FranceRénov' compte aujourd'hui 1.200 structures, qui ont déjà permis, selon l'Anah, de conseiller 770.000 ménages en 2022.

L'Anah a lancé en janvier un accompagnement des ménages. « On compte aujourd'hui 3.000 accompagnateurs, et leur nombre devrait grimper en septembre avec l'agrément d'acteurs privés », explique le porte-parole de l'Anah. L'accompagnement est déjà obligatoire pour les rénovations globales, et le deviendra en septembre 2023 pour les travaux multiples de plus de 10.000 euros. ■

#### La date

## 2020

Année du lancement de MaPrimRénov'.

